

Georges Lamizet

## ALAIN ET LA GUERRE<sup>1</sup>

A Jeanne Alexandre

Il est encore de bon ton, en 1925, de parler de l'aveuglement des pacifistes. (Introduction à un recueil de Propos d'Alain : *Le Citoyen contre les Pouvoirs.*)

Beaucoup d'entre nous ne se sentent-ils pas souvent poussés, devant tel ou tel événement actuel, à l'interroger: « Quelle aurait été là-dessus la pensée d'Alain ? Comment en aurait-il jugé ? » (Bulletin de l'Association des Amis d'Alain, octobre 1957.)

*Semblable à nous naguère avant qu'aux Infidèles Nous fîmes quereller leur sultan Saladin.*  
Aragon.

Ce sujet n'est jamais abordé en France. Il l'a été en 1968 par Mme Judith Robinson, mais c'était dans une université australienne. Dans son livre publié un demi-siècle après la première guerre mondiale, et dédié à Henri Bouché, *La mort des autres*, Jean Guéhenno a consacré un chapitre au « témoignage d'Alain », et il disait ceci : « J'ai, ces dernières semaines, relu tout ce qu'Alain a écrit sur la guerre. C'est une partie de son oeuvre dont, me semble-t-il, on évite généralement de parler, mais c'est sans doute celle à laquelle il tenait le plus, et il n'a rien écrit de moins conforme, de plus courageux, ni de plus fort<sup>2</sup>. »

---

<sup>1</sup> *Bulletin de l'Association des Amis d'Alain*, n°51, décembre 1980 – Tous droits réservés

<sup>2</sup> Cette situation n'est pas sans analogie avec celle que décrit, au Japon, M. Shigeo Shirai (Bulletin des Amis du Musée Alain, octobre 1980). Parlant de la traduction de *l'Histoire de mes pensées*, faite pendant la deuxième guerre mondiale, il dit : « Cette traduction est vraiment de grande valeur. Mais, ce qui est à remarquer, c'est que les deux chapitres sur l'armée et sur la guerre ont été supprimés à cause de la censure. » Et il ajoute : « Il va sans dire qu'après la guerre, la censure ayant été supprimée, on a pu faire paraître entre autres une traduction de *l'Echec de la force*. Mais, à ce moment-là, les nouvelles glorieuses de la Résistance ont été connues au Japon et les mouvements dits « pacifistes » ont été rejetés en bloc, sans faire de distinction. Or, Alain étant compris comme un pacifiste, ses activités politiques n'ont jamais été sérieusement considérées au Japon et c'est pourquoi j'ai voulu aborder ce sujet et compléter ce qui me paraît insuffisant dans la manière d'introduire Alain au Japon. »

Cet *Echec de la force*, qui était paru en 1939 et a été traduit en japonais après la guerre, n'a pas été réédité en France.

Ce silence a des causes, et c'est à mon avis, dans les circonstances présentes, un devoir de le rompre. « Pour bien servir la pensée d'Alain, lisait-on dans le Bulletin n° 5, le mieux est sans doute de s'en servir, de la mettre et de la remettre à l'épreuve. » C'est dans un tel esprit que j'ai considéré l'un de ces « refus d'Alain » à l'égard desquels nous avons été invités à prendre nos distances dans le Bulletin n°49, le plus catégorique et le plus constant de ses refus, son refus de la guerre.

Au début de 1979, j'avais écrit pour le Bulletin un article sur le sujet plus particulier de son attitude au moment de la négociation qui avait abouti, en 1938, aux accords de Munich. N'ayant pas été publié dans le Bulletin n° 49, cet article devait l'être dans celui-ci, en même temps que le texte de l'exposé sur « Alain et la guerre » fait le 22 octobre 1980, et au cours duquel j'y ai renvoyé ; j'en ai incorporé le principal à ce texte.

Dans un *Propos* de 1912 déjà, Alain avait écrit « *Pacifiste, tu feras la guerre demain, si l'ambitieux, si le diplomate jouent librement leur détestable jeu. Tout dépend donc ici des pouvoirs publics ; et dans le fait, c'est ici qu'on les voit le plus jaloux de leur droit royal ; mystérieux, fermés et secrets. Et c'est là que doit porter tout l'effort des pacifistes ; car les vices et les passions des gouvernants ont le terrible pouvoir de lancer au carnage le plus pur et le plus noble des forces humaines.* »

Dans un *Propos* de 1913, en même temps qu'il montrait la guerre « *toujours à craindre par l'effervescence* », il avait dénoncé les « *mauvais prophètes* » qui la représentent comme fatale et mis en garde contre cette sorte de discours qu'on est porté à se tenir à soi-même.

« *Que puis-je, mon pauvre, pour pacifier l'Europe ? De nouvelles causes de conflit surgissent à chaque instant. Il s'élève des problèmes insolubles autant qu'il passe de jours ; une solution ici fait une crise ailleurs ; on ne dénoue qu'en nouant, comme dans la ficelle embrouillée. Laissons aller la nécessité.* »

Ne jamais consentir à laisser aller ce qu'on appelle alors la nécessité, ce n'est pas là une des moindres leçons d'Alain. Et jamais il ne cessa d'avertir les simples citoyens du danger d'abandonner aux pouvoirs publics la conduite de leur destin. Avant 1914, son opinion était, disait-il, « *de pur instinct* ». Elle se changea, par l'expérience de la guerre, dès la guerre même, en doctrine et, après la guerre, en action. Voici, dans *Mars ou la guerre jugée*, dont la première version avait été écrite au front en 1916, et qui parut en 1921, son jugement sur la guerre, jugement qui ne devait pas varier :

« *Il ne faut jamais laisser entendre, ni se permettre de croire, que la guerre soit compatible, en un sens quelconque, avec la justice et l'humanité.* »

En un sens quelconque, et quelle que soit, par conséquent, la situation. En 1928, il consacrait tout un *Propos* à mettre les points sur les i : quels que puissent être les

motifs d'une guerre, qu'elle soit, disait-il, « *de conquête ou de défense* », elle entraîne « *les mêmes injustices* », dont l'énumération s'achevait ainsi :

« *L'homme réduit à l'état d'instrument et de moyen ; les hommes poussés au feu comme on y pousse des morceaux de bois. Que la guerre soit juste ou non en ses motifs, voilà ce qu'elle est par sa nature.* »

Et en 1936, trois ans après l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne, Alain, que cela plaise ou non, écrivait à son ami Elie Halévy, avec qui il était depuis plus de vingt ans en désaccord sur ce sujet :

« *Je demeure persuadé que tout vaut mieux que la guerre ; j'ai en horreur la guerre sainte contre Hitler ; je souhaite une politique paysanne, et directement contre l'usine ; et je regrette de voir un Parisien à la tête des affaires (quoiqu'il aille bien).* »

Aucune équivoque ne peut subsister sur sa pensée ; toutefois, des distinctions doivent être faites ; et il ne s'agit pas de donner tort ou raison à qui que ce soit ; il s'agit de comprendre. Libre ensuite à chacun, interpellé par Alain, de faire son choix. Il y a d'une part ceux aux yeux de qui il est des cas où un gouvernement doit se résoudre à appeler les citoyens à se battre - et c'est l'opinion du plus grand nombre ; il y a d'autre part le petit nombre, le très petit nombre, hier et aujourd'hui, de ceux qui disent non à la guerre. Mais parmi ces derniers, il faut encore distinguer entre ceux qui sont néanmoins résolus, à l'exemple d'Alain, la guerre venue, la guerre décidée par le gouvernement de l'Etat dont ils sont les citoyens, à obéir - et ceux qui sont résolus, comme l'était Giono, à refuser d'obéir. Ayant dit sans ambiguïté non à la guerre, à toute guerre, et cette opinion ne s'accordant pas avec celle du plus grand nombre de ses concitoyens, Alain estime avoir à faire, le cas échéant, avec eux, son devoir militaire. C'est ainsi qu'il était parti pour le front, « *comme volontaire* », en 1914. Du reste, s'il ne pardonnait pas à Poincaré le rôle que celui-ci avait joué alors dans le déclenchement de la guerre avec l'Allemagne, il considérait que Clemenceau avait été dans le sien en mettant tout en oeuvre pour la gagner.

Non moins intégralement pacifiste, on doit le souligner, que ceux qu'on appelait les pacifistes intégraux, il pensait l'être par son attitude plus efficacement. C'est ce qu'il essayait de leur faire comprendre en 1935 :

« *La précaution la plus efficace serait d'affirmer à la fois la résolution d'obéir et celle de critiquer, d'examiner, de mettre toute la guerre au plein jour.* »

Telle est la tâche qu'il s'était donnée. Et en comprenant ce qui rend, selon lui, la guerre possible, on comprendra de quelle manière, selon lui, on peut « *faire la guerre à la guerre* », comme il en a donné l'exemple.

« *Nous avons grand besoin d'en former la notion, disait-il dans la dédicace de ses Souvenirs de guerre à Romain Rolland, car comment sans cela penser même la paix ?* »

Parmi les idées au moyen desquelles il s'est efforcé de former cette notion, je rappellerai celles qui sont, à mon avis, les deux principales : la guerre comme duel ; la guerre comme système.

« *On se trouve ici comme dans un duel* », écrivait-il dans une de ses lettres du début de la guerre de 1914, et c'est une comparaison qu'il a plusieurs fois reprise. Un chapitre de *Mars* a pour titre *Du Duel*, et dans celui qui précède, *De l'Honneur*, on lit :

« *Le sentiment de l'honneur est le vrai moteur des guerres.* »

C'est ce qu'il faut avoir à l'esprit si l'on veut comprendre quelque chose, en notre époque, à la guerre franco-algérienne, à l'interminable conflit israélo-arabe, qui est un conflit des peuples arabes avec le peuple juif, à la guerre américano-vietnamienne, qui suivit une guerre franco-vietnamienne dont la leçon n'avait pas suffi, au conflit américano-iranien, à la résistance des Afghans aux troupes d'occupation soviétiques, à la résistance imprévue, en Iran, d'une armée désorganisée au choc des troupes irakiennes.

Et l'on peut aussi comprendre par là que ce devrait être une règle, dans les conflits internationaux, de toujours permettre à l'adversaire de sauver la face.

L'honneur national, l'honneur des peuples - « *L'honneur national est comme un fusil chargé. Les conflits d'intérêt sont l'occasion des guerres ; ils n'en sont point la cause.* » - mais aussi, chez le combattant, appelé, comme dans un duel, à faire la preuve de son courage, l'honneur personnel. Et c'est ce qui fait de la guerre, ainsi qu'Alain l'a dit et redit, le « *massacre des meilleurs* », le « *massacre des héros* ».

On est ici au centre de sa philosophie : si un homme a le sentiment de l'honneur, si ce sentiment lui fait mettre sa vie en jeu, c'est parce qu'il est esprit, se sait esprit, et sait que tout homme est esprit. Et c'est pourquoi Alain pensait que « *toutes les guerres sont de religion* », ou encore, comme il a écrit un jour, que la guerre est « *la messe de l'homme* ». Mais il n'est que de lire, par exemple, le *Propos* intitulé, dans le premier recueil de la Pléiade, *Le rouge-gorge*, pour apercevoir dans la reconnaissance de l'esprit par l'esprit, en même temps que la cause du mal, le remède. Selon une précieuse note de 1938 sur les rapports de la philosophie d'Alain et de ses *Propos*, un degré supérieur de conscience fera juger la guerre « *absolument immorale par ceci qu'elle refuse l'homme esprit et au contraire se sert de l'homme comme de moyen, comme elle se sert des animaux* ».

Je souligne : immorale *absolument*. Tel est le non de l'esprit à la guerre, à toute guerre, et c'est le non de l'esprit à ce qu'Alain appelle le « *système de guerre* ». Ce qui rend le remède difficile, ce qui fait qu'au contraire des duels les guerres n'ont pas disparu, c'est ce système.

Un système - et l'idée de système est devenue à la mode - c'est un ensemble de parties ou d'éléments liés entre eux qui subsiste par cette liaison. Aux yeux d'Alain les beaux-arts constituent un système. Telle est aussi la guerre à ses yeux. Cela par

les rapports entre l'avant et l'arrière ; par les rapports entre les divers échelons du dispositif de combat, depuis les premières lignes jusqu'à l'état-major, comme entre les divers échelons de la hiérarchie militaire ; par un dressage visant à changer les hommes en « *animaux de combat* » ; par la façon dont la force des passions est captée dans cette « *mécanique à visage humain* », comme il dit encore : le sentiment de l'honneur, donc, et aussi la haine, l'ambition des chefs et leur goût d'un « *pouvoir asiatique* », la peur, ou la colère, y compris celle qui peut naître, dans le cœur des simples soldats, de la révolte. Mais il est impossible de résumer la description toujours reprise du fonctionnement de cette mécanique, dont les mouvements, « *dans un système bien fait, lanceront contre l'ennemi les projectiles et les hommes* ».

On se rend compte que plus la guerre est système, moins elle ressemble au duel. Et le système n'a cessé de se perfectionner, comme en témoigne l'expression de guerre totale. Et il est en place dès le temps de paix, dans les casernes, dans les états-majors et les services secrets, dans la diplomatie, dans l'industrie, et jusque dans les écoles. C'est là ce qu'Alain appelle le « *système d'attente de guerre* », et ce qui fait, par exemple, qu'on parle aujourd'hui des complexes militaro-industriels de l'Est et de l'Ouest.

Lutter pour la paix, c'est lutter contre ce système d'attente de guerre dans lequel nous vivons. L'opinion de chacun, comme Alain le rappelait et comme je le redirai pour finir, est une partie de l'opinion publique. Parce qu'il acceptait, à la différence de Giono ou des objecteurs de conscience, faisant abstraction de son propre jugement sur la guerre, l'existence de l'armée, il gardait voix au chapitre en matière de politique extérieure et de défense nationale. Et il a fait entendre très haut sa voix. Le moyen lui en avait été fourni par Michel Alexandre, quand celui-ci avait fondé, en 1921, les *Libres Propos*, qui avaient pour sous-titre : *Journal d'Alain*. Il se peut que de nouveaux venus dans l'Association sachent peu de chose là-dessus ; je les renvoie au Bulletin de décembre 1967 (n° 25), où Mme Alexandre a fait l'histoire des *Libres Propos*, de 1921 à 1936.

En politique, écrivit Alain en 1936, « *il n'y a qu'une grande question, préalable à toutes, celle de la paix et de la guerre* ». Après avoir considéré ce qu'est pour lui la nature de la guerre, il faut considérer la nature de la « *guerre à la guerre* » faite par lui vingt années durant.

Le système de guerre avait fait place en 1918 au système d'attente de guerre, ce système de la nation armée qui avait déjà conduit à la première guerre mondiale, qui en vingt années conduisit à la seconde, et qui pourrait de nos jours conduire à une troisième. Parce que « *le sentiment de l'honneur est le vrai moteur des guerres* », parce que « *l'honneur national est comme un fusil chargé* », Alain et un petit nombre de ses amis, par exemple Michel et Jeanne Alexandre, Henri Bouché, qui devait être plus tard vice-président de notre Association, Jules Isaac, dénoncèrent avec persévérance l'humiliation infligée au peuple allemand par le traité de Versailles et par la politique de force qui fut, à l'exception de ce que Briand essaya, la politique de la France après sa victoire. La revanche de cette humiliation, ce fut l'entreprise

d'Hitler, « enfant de Versailles », comme on a dit, porté au pouvoir, en 1933, par le sursaut d'un peuple qui n'était pas pire qu'un autre.

Henri Mondor a cru pouvoir parler d'un démenti apporté aux idées d'Alain par les événements. Il faudrait parler plutôt d'une cruelle confirmation.

Ce qui est vrai, c'est que les raisons d'espérer, si faibles qu'elles fussent devenues, ne furent jamais masquées à ses yeux par les motifs d'alarme. Et à ceux qui lui reprocheraient d'avoir péché par excès d'optimisme - d'un optimisme volontaire - on pourrait rappeler ce qu'il avait dit quand les disciples d'Auguste Comte avaient déploré que certaines vues de leur maître eussent été contredites par la conflagration mondiale de 1914 : « *Ne jetons pas l'idée.* »

Un Einstein, un Romain Rolland changèrent d'attitude. « *Vienne la moindre alerte,* disait Alain en 1936, *et je me trouve à peu près seul à prendre la paix comme fin.* » Dans les alertes de notre temps, il n'est plus là.

La responsabilité d'Hitler et du nazisme, en ce qu'il eut de spécifique, dans le déclenchement de la seconde guerre mondiale n'ôte rien à un Poincaré, par exemple, de sa responsabilité, si lourde déjà dans le déclenchement de la première - « *le dangereux Poincaré,* rappelait Alain en 1936, *toujours prompt à envoyer les autres à la mort et à la gloire* ». En vain avait-on dénoncé ceux qu'Alain appelait les « *Hommes trompettes* », dont l'espèce n'est pas disparue (et des noms viennent à l'esprit). En vain, au fil des jours, dans les *Libres Propos*, avait-on combattu la politique de la victoire, mis en garde contre l'entêtement à maintenir le *statu quo* en Europe, réclamé une révision, par la négociation, des traités dont les vainqueurs avaient imposé la signature aux vaincus. Et j'en arrive à la plus importante, à mon avis, de celles des idées d'Alain que j'ai à rappeler, une idée qui n'est jamais exprimée aujourd'hui et qu'il ne s'est pas lassé d'exprimer, par exemple ainsi, en même temps qu'il se souvenait de cette guerre de 1914 qu'on avait nommée la guerre du droit :

« *Aucune force n'est juste. La guerre l'a assez montré.* »

Opposer la force à la force, ce n'est pas, ce n'est jamais, ce ne peut pas être défendre le droit ; il est de la nature du droit qu'il soit reconnu, et non imposé. Voici la conclusion du chapitre *Du droit et de la force*, dans *Mars* :

« *Si vous frappez, vous aurez un ordre de force, et toute promesse est nulle ; si vous voulez un ordre de droit, il faut plaider, non frapper. Discuter, concéder, persuader. Tel est le prix de la paix, et ce n'est pas trop cher. Mais jamais la guerre n'établit la paix. Je n'ignore point qu'il est difficile de faire la paix ; je dis seulement que les moyens de force n'approchent point de la paix, mais au contraire en éloignent. Je ne veux que rétablir le sens des mots ; n'appellez point paix ce qui est guerre.* »

Et voici ce qu'Alain écrivait le 25 décembre 1935, alors que Mussolini était en train de conquérir l'Ethiopie dans une guerre que nous rappelle, aujourd'hui, l'intervention militaire par laquelle le gouvernement soviétique a entrepris d'établir

son protectorat sur l'Afghanistan (et je regrette que ce Propos d'un jour de Noël n'ait été retenu ni dans le premier ni dans le second des recueils de la Pléiade) :

« Je comprends qu'on recule, je comprends que l'on préfère la négociation à l'action, même sans espoir, et que l'on gagne un jour après l'autre. Et c'est peut-être ce qu'il y a de plus difficile au monde de s'opposer à la guerre sans faire la guerre. Un tel effort paraîtra toujours gauche, maladroit, hésitant ; et moi-même en ce moment j'ai l'air de faire l'éloge des gouvernements sans honneur. J'avoue que je crains ceux qui ont de l'honneur, et que je crains même mon propre honneur. »

Ainsi disait-il en 1935. Or se retenir d'user de ce qu'il appelle les « *moyens de force* », leur préférer la négociation, « *même sans espoir* », on n'a pas de mal à reconnaître là, avant la lettre, ce qui est considéré depuis 1938 comme « la honte de Munich ». Et de nos jours Flaubert pourrait ajouter un article à son *Dictionnaire des idées reçues*, celui-ci : « Munich. Tonner contre ». Mais on comprend qu'Alain ait été délibérément et résolument, lui, que cela plaise ou non, de ceux que depuis plus de quarante ans, hommes d'Etat ou simples citoyens, on nomme ignominieusement les munichois. Il ne pouvait pas ne pas en être.

En septembre 1938, Romain Rolland et Langevin avaient envoyé un télégramme au Premier ministre anglais, Chamberlain, et au chef du gouvernement français, Daladier, pour réclamer des « mesures énergiques » contre Hitler. Un autre télégramme, signé d'Alain, de Jean Giono et de Victor Margueritte, fut alors adressé à Daladier, demandant au gouvernement de « résister tout entraînement ». C'est Alain - on le sut ensuite par Giono - qui l'avait rédigé. On vient même d'apprendre par l'album de la Pléiade qu'il avait pris sur lui de mettre le nom de Giono au bas de ce télégramme, l'en avertissant ensuite par une lettre. Et il envoya dans cet esprit, comme vice-président du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, qu'il avait fondé quatre ans plus tôt avec Rivet et Langevin, des lettres dont l'existence n'a pas encore été révélée : l'une au même Daladier, une autre au ministre des Affaires étrangères, Georges Bonnet, une autre encore à De Monzie, ancien ministre de l'Education nationale, et qui était venu assister à la dernière classe d'Alain, une enfin à Léon Blum, le camarade d'Emile Chartier à l'Ecole Normale, ce « *Parisien* » qui avait été « *à la tête des affaires* » en 1936.

On ne rappelle jamais quel était le problème à résoudre. A l'intérieur des frontières accordées en 1919 par les vainqueurs à la Tchécoslovaquie, la région des Sudètes était peuplée d'Allemands et ils voulaient être citoyens allemands ; aux termes des accords de Munich, cette région fut annexée au Reich. C'était le droit des Tchèques de rester tchèques ; ce droit leur fut reconnu par l'Allemagne, et garanti par le gouvernement anglais et le gouvernement français. « En mars 1939, a écrit le président Benès, la France et la Grande-Bretagne ont renié cet engagement. » C'est en 1939, non en 1938, qu'Hitler fit passer les Tchèques sous son joug ; et l'on n'intervint pas.

Il y eut des Munichois de diverses sortes. Dans l'attitude de certains d'entre eux un courage autre, une autre noblesse, n'étaient pas moindres que dans celle d'un

Bernanos. Mais assez peu de gens peut-être refuseraient aujourd'hui de souscrire à cette définition de Maurice Clavel, naguère : « J'appelle munichois les actes qui n'invoquent ni n'avouent exactement pour motif la lâcheté qui est leur cause. » Clavel avait parlé avec respect, à plusieurs reprises, du maître qui lui avait fait découvrir Kant, « un grand disciple d'Alain », disait-il, Alexandre. Aurait-il écrit la phrase que je viens de citer s'il s'était rappelé que celui-ci avait été munichois, comme Alain lui-même ? On n'a pas à jeter le manteau de Noé sur cet Alain-là.

Il avait dit à Léon Blum, dans sa lettre : « *Je te demande de faire ce que tu pourras pour que le gouvernement se détourne résolument des tentations de la force et, selon sa constante direction, suive en ces événements l'Angleterre, notre aînée dans la pratique de la liberté.* » Ainsi en avait-il été au moment de la guerre d'Espagne. Et, avant que les Anglais ne fussent réduits à montrer ce dont ils sont capables dans la défense de la liberté, leur gouvernement alla jusqu'au bout du possible pour empêcher une deuxième guerre mondiale d'éclater vingt ans après la première - et de ses suites. Voici en quoi le Comité de Vigilance, sans être rassuré sur l'avenir, approuva en France qu'on eût négocié : « C'est que, disait en son nom Michel Alexandre, pour la première fois, la France et l'Angleterre ont appliqué la formule qui depuis quatre ans fut d'emblée nôtre : ne résister que sur des positions enfin défendables, c'est-à-dire après avoir fait pleine justice aux revendications adverses. » Quel argument aujourd'hui pour un nouvel Hitler, appelant à une nouvelle revanche, s'il en avait été autrement ! On n'y pense pas.

Il n'y avait pas lieu de croire, comme Giono, que la paix était sauve ; du moins tout avait-il été fait pour la sauver, advienne que pourra. Tel fut le dernier moment d'un effort de vingt années pour conjurer le retour de la guerre avec l'Allemagne. Au printemps de 1939 parut cette *Suite à Mars*, les Propos qu'Alain venait de rassembler, sans autre ordre que chronologique, en deux volumes, *Convulsions de la force* et *Echec de la force*. Et il est émouvant aujourd'hui de lire, dans la dédicace du second de ces recueils à Maurice Savin : « *Vous penserez que les perspectives politiques se ferment ici comme elles se sont fermées à notre vue. Voilà donc une sorte d'histoire dont vous aurez à vous souvenir.* »

Souvenons-nous ; ces temps-ci sont devenues très fréquentes, à propos de l'affaire d'Afghanistan, par exemple, les allusions à ce qu'il est convenu de nommer la capitulation de Munich, lieu commun qui fait partie maintenant de ce qu'Alain appelait le système d'attente de guerre. Voilà qui pose à chacun, à la conscience de chacun, cette question : faudrait-il ou non être demain, le cas échéant, comme il le fut pendant la crise de 1938, munichois ?

Si l'on examine, du point de vue auquel il nous place, où en est aujourd'hui le monde à l'égard de la paix et de la guerre, on se rend compte de la portée d'un bref avertissement contenu dans le chapitre de *Mars* qui a pour titre : « *Les partis.* » Il y définissait deux grandes tendances de la politique, l'impérialisme et le socialisme. Or on n'a pas cessé de parler à Moscou, depuis la seconde guerre mondiale, du conflit entre le camp impérialiste et le camp socialiste. Si l'impérialisme, disait Alain

il y a soixante ans, a pour fin la puissance, le socialisme a pour fin la justice ; mais il ne pensait pas que la paix pût être assurée par le socialisme, comme les marxistes l'ont seriné aux gens pendant plus d'un siècle. Voici au contraire ce qu'il disait dans ce livre paru au lendemain de la première révolution socialiste de l'histoire, qui avait commencé par une révolte du peuple russe contre la guerre dans laquelle on l'avait jeté :

*« L'esprit socialiste n'a pas assez mesuré ce genre de pouvoir qui dépend de l'obéissance commune et surtout du groupement militaire. »*

En 1938, il trouvait dans un livre d'Elie Halévy, *l'Ere des tyrannies* - et c'est notre ère - des raisons de penser *« que le socialisme n'a jamais cessé d'organiser le pouvoir le plus hardi et le plus jaloux, donc le plus naturellement guerrier, qu'on ait jamais conçu »*. Le cas qu'il faisait, parmi diverses clefs de l'histoire, de celle qui a été forgée par Marx n'empêche pas qu'on ne lise dans *l'Histoire de mes Pensées*, au chapitre sur Kant, cette remarque sur ce qui est devenu la philosophie du socialisme : *« Le Marxisme en son développement n'a produit ni une doctrine de la liberté, ni une doctrine de l'Humanité, ni une doctrine de la guerre. »* On peut aujourd'hui s'en rendre pleinement compte, et en constater les graves conséquences. Chez Alain il y a une doctrine de la guerre, pièce importante de sa philosophie et de sa politique ; et que cette doctrine demeure sous le boisseau, c'est ce qu'elle-même, soit dit en passant, permet de comprendre.

L'impérialisme, en 1914, c'était principalement celui de l'Angleterre (où il avait même été mis en théorie), celui de l'Allemagne, celui des Tsars. C'est aujourd'hui, à l'Ouest, l'impérialisme américain ; et que voyons-nous de l'autre côté, à l'Est ? Les héritiers de Lénine et les héritiers de Mao sont en conflit ; le Vietnam socialiste fait la guerre au Cambodge socialiste ; la Chine socialiste fait la guerre au Vietnam socialiste ; et l'Union des Républiques socialistes soviétiques occupe militairement l'Afghanistan. Mais l'affrontement principal demeure celui de ce socialisme impérial de Moscou avec l'impérialisme américain. Presque tout le monde rend aujourd'hui cette justice à De Gaulle, antimunichois en 1938, et dont les idées étaient pour la plupart éloignées de celles d'Alain, qu'il a su mener, à partir de son retour au pouvoir en 1958, dans la situation constamment dangereuse créée par cet affrontement, une politique de paix.

Il y a eu ces temps-ci des gens pour se demander si l'on était en 1914, ou en 1938. On est en 1980. L'entreprise d'Hitler avait été la domination de l'Europe. Celle des héritiers de Lénine est demeurée la révolution mondiale, c'est-à-dire l'assujettissement de tous les peuples de la terre à ce pouvoir socialiste dont Alain avait discerné très tôt la nature despotique.

En janvier 1944, alors que la guerre contre Hitler n'était pas encore terminée, il écrivait :

*« Vous verrez l'évolution de la force se rassembler autour du communisme. La Russie fait cette expérience pour tous. »*

Mais si l'on peut reconnaître en toute armée, ainsi qu'il disait aussi à ce moment-là, un « *communisme bâtif* », et penser que le communisme, qui est la perfection du socialisme, est en même temps la perfection de ce qu'il avait appelé le « *système de la force* », faut-il pour autant que cela, comme il le remarquait, « *épouvante* » ? Il n'y avait pas à ses yeux, dans ce qu'il voyait là, une raison d'opposer la force à la force. D'avance il se montrait disposé à dire non à la guerre sainte contre le communisme, de même qu'il avait dit non, jusqu'au dernier moment, à ce qu'il avait appelé « *la guerre sainte contre Hitler* ».

Le chapitre de *Mars* sur les partis, après le paragraphe sur l'impérialisme et le paragraphe sur le socialisme, en a un troisième : Alain disait qu'il pourrait y avoir un autre parti, dont on aperçoit parfois une ombre, l'humanisme, qui se donnerait pour fin la liberté et essaierait une politique étrangère tout autre que celle qui est suivie d'ordinaire par les gouvernements. Or, il me semble que c'est ce qu'a tenté, après son élection, le président Carter, sur qui de toutes parts il est si bien porté de dauber : une autre politique que cette « politique de force » qui avait abouti au désastre du Vietnam et à laquelle M. Kissinger, à la convention républicaine de Detroit, a demandé en propres termes aux Etats-Unis de revenir. Il l'a fait à sa manière, et cela n'est peut-être pas allé sans flottements, sans inconséquences ; mais il faut se rappeler comment, selon l'expression d'Alain que j'ai citée tout à l'heure, un effort comme celui-là, animé du double souci de la justice et de la paix, « *paraîtra toujours gauche, maladroit, hésitant* ».

De telles références à l'actualité sont désapprouvées par certains dans notre Association, mais je me rencontre là-dessus, n'engageant que moi, avec Mme Judith Robinson, qui a traité le même sujet il y a douze ans, en Australie, à l'Université de la Nouvelle Galle du Sud, en s'appuyant sur *Mars*. Tout au long de cette étude est souligné ce qu'il y a d'actuel dans la pensée d'Alain, et j'en citerai un passage pour finir. Il me semble que ce qui est permis dans une université australienne doit l'être, en France, à l'Association des Amis d'Alain et dans son Bulletin. Et je ne m'éloignerai pas d'Alain d'un pouce.

Rien n'illustre mieux ses idées, à mon avis, et rien n'est mieux éclairé par elles, que les difficultés auxquelles le président Carter a fait face tant bien que mal, dans la conduite de l'Etat le plus puissant du monde, pour suivre une politique qu'il a voulue celle des droits de l'homme. C'est dans des difficultés de cette sorte que les citoyens peuvent juger si un homme d'Etat est tel qu'il ne les appellerait pas à tuer et à se faire tuer sans avoir auparavant tout fait pour que la guerre fût évitée. Homme rare. « *Enfin un homme qui prenne délibérément comme fin la paix, et non pas la victoire*, disait Alain en 1936. *Cet homme-là, nous jurons de l'élever et de le soutenir, et même de le croire et de le suivre le jour où il nous demandera de mourir.* » Car Alain n'a évidemment Jamais pensé qu'aucun homme d'Etat pût dire la même sorte de non que lui à la guerre ; il n'en demandait pas tant à un Caillaux, à un Briand, pour approuver leur politique étrangère.

Première épreuve pour le président des Etats-Unis : l'application des accords de Camp-David. Du point de vue auquel Alain nous place, la politique du président Sadate, à qui Carter a donné un appui persévérant, est demeurée exemplaire. Il a signé un traité de paix avec Israël sans attendre que les négociations engagées pour résoudre le problème palestinien aient abouti. Entre les deux guerres mondiales, Alain considérait comme un « *cri de guerre* » cette formule alors répandue : la paix par le droit. La sienne était, à l'inverse : « *le droit par la paix* ». Et telle a été la voie ouverte à Camp-David vers une solution équitable du problème palestinien. L'enlisement des négociations a contraint Valéry Giscard d'Estaing d'abord, puis ensemble les Neuf de l'Europe occidentale, à envisager une autre voie vers la paix générale au Proche-Orient. Le Premier ministre d'Israël a aussitôt dénoncé dans cette attitude « une capitulation semblable à celle de Munich en 1938 ».

De la même manière, en 1977, mais parlant en faveur de l'autre camp, Claude Bourdet avait crié à la capitulation et évoqué Munich, dans un article du *Monde*, au lendemain du voyage de Sadate à Jérusalem. La conclusion des accords de Camp-David ayant ensuite coïncidé avec le quarantième anniversaire de ceux de Munich, il me parut possible d'éclairer, *mutatis mutandis*, ce qui s'était passé en 1938 par ce qui venait de se passer en 1978, et réciproquement. J'envoyai au *Monde*, pour sa « Tribune libre », un article qui répondait à celui de Claude Bourdet, rouvrait le dossier des munichoïses, et rappelait, en le citant, l'attitude d'Alain en 1938. Cet article fut refusé. Il me semble que ce refus est significatif et que ce qui n'a pas pu être dit en cette occasion aux lecteurs du *Monde*, ce qui presque nulle part ne peut être dit publiquement, doit l'être dans le bulletin d'une association fondée, aux termes de ses statuts, pour perpétuer le souvenir d'Alain. L'esprit de Camp-David, ce fut l'esprit de Munich, qui consiste à s'efforcer, « *même sans espoir* », disait Alain, de négocier avec l'adversaire, quel qu'il soit. Mais il y a dans le conflit israélo-arabe des antimunichoïses de part et d'autre.

Deuxième épreuve pour la politique de paix de Carter : l'affaire des otages d'Iran. En cette affaire aussi, née de la révolte aveugle d'un peuple contre l'oppression et l'humiliation, un article d'un journaliste du *Monde*, dénonçant l'abdication des démocraties, rappela leur « capitulation » à Munich. Au même moment, en Israël, le général Dayan déclara qu'à son avis, « dans certaines situations la seule solution est l'action militaire ». En France, c'est l'honneur d'un de nos hommes politiques d'avoir dit qu'il faut parfois savoir admettre qu'un problème soit provisoirement insoluble. Mais un autre de nos hommes politiques, ancien chef du gouvernement, de la part de qui on avait pourtant été habitué à plus de modération, et qui nous a récemment parlé d'Alain, n'y est pas allé, lui, par quatre chemins, traitant le président des Etats-Unis de « crétin », et disant aux journalistes : « L'Amérique aurait dû déclarer la guerre. »

Troisième épreuve pour l'homme de bonne volonté porté au pouvoir à Washington par son peuple (et j'en aurai fini avec les événements actuels) : l'entrée à Kaboul des chars du camp socialiste. On a trouvé là aux Etats-Unis une occasion de dénoncer la politique insuffisamment ferme dont on fait grief au Président. En

France, le même journaliste qui avait cru bon d'évoquer la crise de 1938 à propos de l'affaire des otages reprocha, dans celle-ci, aux démocraties européennes, à l'égard cette fois du gouvernement de Moscou, « la plus dangereuse des attitudes munichoises » - cela avec la raison habituelle : « en donnant à l'U.R.S.S. l'impression qu'on acceptera toujours, on la pousse à l'erreur de calcul, car il y aura un moment où l'on ne pourra plus accepter, et si l'adversaire s'est trompé sur ce moment, la guerre devient inévitable ; ainsi Hitler a cru que la France et la Grande-Bretagne céderaient encore sur la Pologne. »

Et voilà comme on écrit l'histoire ! M. Maurice Schumann a récemment rappelé cette parole d'Hitler, au moment où il attaquait la Pologne en 1939 :

« J'ai cinquante ans ; c'est maintenant ou jamais. » Il s'était toujours attendu à la guerre générale qui commençait. A qui fera-t-on croire qu'en 1938, quand il avait quarante-neuf ans, on aurait pu le faire reculer ? Alain, que je ne quitte pas, avait dit, en 1936, de ce qu'on appelle une politique de fermeté, et qu'on réclame aujourd'hui avec cette sorte d'argument, que c'était une « *politique infantine* ». En ce qui concerne du moins 1938, et Hitler, être antimunichois - on ne doit pas se le dissimuler - ne peut vouloir dire qu'une chose : c'est à ce moment-là qu'il fallait lui faire la guerre.

Après l'intervention militaire de l'Union Soviétique en Afghanistan, le président de la République française est allé parler à M. Brejnev à Varsovie et le chancelier Schmidt est allé lui parler à Moscou. Il s'agissait pour eux de sauvegarder tant bien que mal les résultats de ce que depuis De Gaulle on a appelé la détente, de maintenir ce qu'on appelle le dialogue. Et voici ce qu'a écrit, dans sa lettre mensuelle de juin, non pas un journaliste, mais un de nos anciens ministres des Affaires étrangères :

« Munich, c'était hier. Aujourd'hui c'est Helsinki, Varsovie. Le même aveuglement. Cette coupable illusion que la lâcheté fait gagner du temps et que celui-ci va s'éclaircir, par miracle. »

Toujours les mêmes accusations : aveuglement, lâcheté. Mais ici certaines bornes me paraissent passées. Ce qui est singulièrement grave, à mon avis, de la part d'un homme d'Etat, c'est la condamnation d'accords comme ceux d'Helsinki, c'est-à-dire de la politique des droits de l'homme. A Helsinki ces droits ont été reconnus par tous les gouvernements signataires de l'acte final, notamment la liberté d'expression et de circulation des idées. S'agissant du droit - et je ne quitte pas Alain - rien de plus n'est possible. Mais ce n'est pas peu, et autre chose est à considérer au monde que les seuls rapports de force. On ne devrait pas faire bon marché de l'argument, de l'arme, que ces accords de 1975 ont fournis à ceux qui luttent *à l'intérieur* des pays dont les gouvernements bafouent les droits qu'ils ont reconnus, par exemple en Russie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, où se sont constitués des groupes de surveillance de l'application des accords d'Helsinki - et aussi en Chine, dans cette Chine avec laquelle les démocraties occidentales ont une quasi alliance, de même qu'avant la guerre elles avaient souhaité se faire de Staline, ce tyran, un allié contre

Hitler, cet autre tyran (on sait ce qu'il advint, et à quoi Alain s'était attendu), dans cette Chine où M. Deng Xiaoping, antimunichois lui aussi, a récemment reproché aux Européens une volonté d' « *appeasement* » qui avait été celle de Chamberlain (l'apaisement ayant été alors en effet le nom de la détente).

Dans chaque crise internationale, nous sommes ramenés par ces « *Hommes trompettes* », les antimunichois d'aujourd'hui, qui se proclament eux-mêmes tels, à Munich, et au plus munichois des munichois, Alain. Au printemps de 1933, juste après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, le souvenir de 1914 lui avait fait écrire à Marie Salomon : « *dès qu'une guerre est imminente, tout le monde y pousse.* » Autre avertissement à méditer. Et le souvenir de 1914 nous enseigne aussi qu'il suffit de peu de chose, dans le système d'attente de guerre, pour qu'une guerre générale naisse d'un conflit local, tel que celui des Etats arabes avec Israël, ou de l'Irak avec l'Iran. Aujourd'hui, alors que les risques d'une troisième guerre mondiale, toujours réels, mais devenant plus perceptibles, ne doivent pas être exagérés, ceux qui brandissent en toute occasion l'épouvantail de Munich y poussent sans le vouloir. Et s'il y avait des raisons d'être munichois quand la situation internationale laissait aussi peu d'espoir qu'en 1938, il y en a plus encore de l'être à présent.

La question de Munich est à mon avis ce qu'il y a de crucial quand on examine les idées d'Alain en politique extérieure. Aussi me paraît-il nécessaire de dire que ce serait se tromper, ou que ce serait tromper, que d'attribuer son attitude en 1938, par manière d'excuse, à une erreur d'appréciation. Ce fut sans doute le cas de certains parmi ses amis, voire parmi les hommes d'Etat. Mais il n'y avait dans son cas que la conséquence rigoureuse d'un choix qui, avant d'être un choix politique, était ce choix moral dont j'ai parlé pour commencer, et contre lequel aucune considération ne pouvait prévaloir.

C'est au lendemain même de cette crise de 1938 qu'il choisit de publier, dans la *Nouvelle Revue Française*, une sorte de conte à la manière de Voltaire qu'il avait écrit en 1916, au front, *Le roi Pot*. Voici ce qu'on lit dans le dernier chapitre (il s'agit d'une conversation à l'arrière, au cours d'une permission d'Urbain, qui est Alain)

#### DU DEVOIR MILITAIRE

*Urbain avait les cheveux assez gris, et il aurait bien pu les avoirs blancs. Or ceux de son âge qui restaient dans leur fauteuil n'aimaient pas trop cet exemple qu'il leur donnait. L'un d'eux lui dit pendant les sept jours : « J'estime qu'un homme de votre âge a bien payé sa dette à la patrie, d'autant plus que, strictement, vous ne deviez rien ; et il me semble que vous seriez utile aussi parmi nous. » A quoi Urbain répondit à peu près ainsi : « Ne parlez pas de la patrie à un homme qui fait la guerre. Ce que nous avons de plus modéré à dire est ceci : La patrie nous a oubliés, et nous l'avons oubliée. Mais, pour ma part, cette belle raison d'agir n'a jamais été d'un grand poids. Mon seul bien propre, qui est d'être moi, on ne peut me l'enlever qu'en me tuant. Et pour la liberté d'être et la franchise de parole, elles sont difficiles à gagner partout, j'entends pour les choses d'importance comme celles que je dis maintenant, et non pour les niaiseries. Aussi*

*j'aurais bien consenti à devenir Iroquois, Allemand, Esquimau, pour conserver la vie à tous ces pauvres petits gars. On nous parle de sacrifices, j'aurais fait volontiers celui-là. Mais je remarquai de bonne heure que peu d'hommes pensaient comme moi, ou du moins parlaient comme moi. Soit qu'ils fussent trompés, soit qu'ils craignissent l'opinion des vieillards, des femmes et des malades, toujours assez belliqueux, je vis bien qu'ils ne voulaient point de paix sans quelque bataille auparavant. Oui, mon cher, dit Urbain sur un geste de l'homme mûr, il y a bien peu d'hommes chez nous qui n'aient point voulu la guerre. » L'autre l'interrompit : « Ici, tout le monde vous contredira, je vous en avertis. - Je sais, dit Urbain, que c'est comme un mot d'ordre ; et la mode est aux lâchetés de pensée en ce temps-ci. Mais je reviens. Voyant donc que la plupart des hommes de ce pays étaient d'un autre avis que moi, je sentis bien que j'étais tenu, si je ne pensais pas avec eux, de pousser du moins avec eux, comme dit le Sage Empereur. Quand vint le grand massacre, je ne crus pas pouvoir rester en fauteuil quand les autres étaient en danger, ou mieux, je n'y pus point rester ; l'honneur parlait clair. Comme, quand une maison brûle, vous ne laissez pas les autres porter l'eau, mais vous y allez aussi. Et l'âge n'y fait rien ; il y a obligation d'approcher du danger autant que le permettent les forces. Et si l'on a peur, l'obligation en devient plus claire. Aussi je n'honore point du tout ceux qui ont prononcé d'eux-mêmes qu'ils étaient trop vieux, ou bien qu'ils rendaient d'autres services comme ministres ou autrement. Il n'y a point de doute ; un homme d'honneur choisit alors le plus grand danger ; et l'honneur est le même pour tous. J'admire comment la patrie, le droit et la civilisation, motifs bavards, se prêtent à faire rester les hommes chez eux et souvent les plus éloquents, lorsque d'autres vont à la misère et au danger mortel... »*

Ce texte où tout est à peser a donc deux dates, 1916 et 1938. Au chapitre suivant, la dernière phrase du livre est celle-ci : « A dire vrai, Urbain parlait tout seul. » Ce qui avait été écrit en 1916, et qui gardait son sens, aux yeux d'Alain, en 1938, le garde-t-il en 1980 ? Pouvons-nous douter qu'il faille défendre la patrie si quelque jour, de nouveau,

*Contre nous de la tyrannie / L'étendard sanglant est levé ?*

Dès 1932, Alain envisageait une autre forme de résistance aux tyrans, une autre guerre, disait-il, que la guerre :

*« Comme nous savons résister aux tyrans de l'intérieur, nous résisterons aux tyrans de l'extérieur. Cette guerre est neuve ; nous en comprenons mal les ressorts. Ce n'est même pas quelque chose comme la guerre d'Espagne, qui coûta si cher à Napoléon. C'est une guerre de refus ; mais encore une guerre où la masse se dérobe, se fait insaisissable et muette, ce qui ne veut pas dire qu'elle reste inactive. La conspiration est permanente et secrète. Je prévois les emprisonnements, les déportations, les massacres d'otages, sans compter une grande misère, et un dur travail pour tous. Et je comprends que la partie heureuse du peuple ait horreur de ces choses. Mais il s'agit de savoir si, tout compte fait, cette guerre civile contre l'étranger coûterait autant de vies et de richesses que la guerre d'hier et que la guerre de demain, si évidemment pire. »*

Je souligne la date : 16 juillet 1932. N'oublions jamais que la guerre, la vraie, c'est la partie heureuse du peuple, dont nous sommes, qui la fait faire à l'autre. Mais il importait à la liberté de tous, cela va sans dire, dès lors que la guerre avait commencé en 1939 entre les démocraties occidentales et l'Allemagne, qu'elle finît par leur victoire sur Hitler. Et qu'on juge si ce qu'écrivait Alain pouvait disposer,

après une défaite, à la collaboration avec l'ennemi, comme le lui ont plus tard reproché des antimunichois.

Là encore aucune équivoque ne subsiste sur son attitude. Et ce serait se tromper, ou ce serait tromper, que de tirer argument de sa « *résolution d'obéir* » pour prétendre qu'il aurait pu y avoir à ses yeux des cas où faire la guerre fût justifié. On lit dans un Propos de 1921 :

*« Je comprends la vie en société de cette façon que, s'ils sont tous fous de la même manière, à mon estime, ce jugement ne me dispense point du tout d'agir avec eux ; et s'ils se mettent au danger, il n'y a point de raison pour que je n'y sois pas aussi, selon l'âge et les forces. »*

Tel est le motif, le seul motif, par lequel ce républicain pense qu'un citoyen doit faire son devoir militaire. Son propre refus de la guerre demeure, au dedans de lui, pour son compte personnel, entier. Et s'il fait son devoir militaire, ce ne peut pas être comme officier. Giono refuse d'obéir ; Alain obéit, mais refuse d'être officier, c'est-à-dire de commander. Et c'est là ce qui reste, la guerre venue, de refus dans son obéissance. Au demeurant, « un *officier, selon moi, ne fait pas la guerre* », écrivait-il dans une lettre de 1917. Il la fait faire à ses hommes.

Après avoir examiné les idées d'Alain en matière de politique extérieure, il y aurait lieu d'examiner ses idées en matière de défense, et une partie de cet exposé devrait être : Alain et l'armée. Il faudrait obtenir, selon lui, que la défense fût seulement défense<sup>3</sup>.

L'armée peut-elle être autre chose que l'armée, autre chose que ce que l'armée est restée - l'armée française, et mon témoin serait ici le général de Bollardière, que sa conscience obligea à en démissionner pendant la guerre d'Algérie ? Je me bornerai là-dessus à extraire de ce livre paru en 1936, *Histoire de mes pensées*, les dernières lignes du chapitre sur la guerre, qui précède le chapitre sur l'armée :

*« Le problème où je suis engagé depuis vingt ans est purement technique. Qu'est-ce qu'une armée de défense, ou seulement territoriale ? Voilà la question. »* Question actuelle ; ce qu'on se demande ces temps-ci, par exemple, c'est s'il faut envisager ou non ce qu'on appelle une « bataille de l'avant » ; c'est-à-dire hors du territoire, ou s'en tenir strictement à la défense de ce qui a été appelé le « sanctuaire national ». En 1938, Henri Bouché et Simone Weil, réfléchissant sur cette question qu'Alain avait posée, étaient conduits pour leur part à une réponse elle aussi actuelle : la guérilla.

Le présent essai de défense et illustration des idées d'Alain était prêt quand j'ai eu entre les mains la belle étude faite par Mme Judith Robinson, en 1968, de *Mars ou la guerre jugée*. Il se trouve que le chapitre cité à la fin de cette étude est un des trois

---

<sup>3</sup> En 1936, dans une lettre à Langevin et à Rivet, qui étaient avec lui à la tête du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, Alain disait : « *Les uns penchent, sans toujours s'en rendre compte, vers la guerre préventive qui abolira les dictatures militaires. D'autres cherchent obstinément les moyens d'éviter toute guerre, et même la guerre du droit.* » Ainsi s'affrontèrent, en 1938, antimunichois et munichois.

ou quatre textes d'Alain entre lesquels j'hésitais moi-même pour finir. Cette rencontre m'a évidemment décidé. Elle n'en cite qu'une partie ; je le citerai tout entier parce qu'on y trouve par avance la réponse d'Alain à ce prétendu démenti des faits allégué contre lui, notamment par Mondor. Mme Judith Robinson estime que ses idées sur la guerre peuvent éclairer les hommes d'aujourd'hui, les hommes de demain, et son exemple être suivi. J'ai essayé de mon côté de dire ce qui justifie une telle opinion. Ces idées-là dérangent. Hubert Grenier, des nôtres sans appartenir à notre Association, comme il arrive, voit dans la philosophie « ce qui est venu déranger le monde ». On a le droit de résister à la pensée d'Alain, sur le sujet que j'ai abordé ainsi que sur d'autres, et sans doute même ne peut-on la comprendre qu'à cette condition ; je ne prétends pas qu'elle soit irréfutable ; je souhaite seulement qu'on n'en méconnaisse pas la force, et qu'on s'interroge.

En 1968, l'actualité politique, pour des étudiants australiens, c'était la guerre du Vietnam, et, aux Etats-Unis, l'opposition des « quelques groupes d'individus » dont parlait alors Judith Robinson a contribué à y mettre fin. Voici ce qu'elle disait, dans la traduction de Mme Guest et de Mme Flamand ; que cette citation soit l'hommage de l'Association des Amis d'Alain à l'Université de la Nouvelle Galle du Sud :

*« Ce qui au temps d'Alain a pu sembler d'un optimisme naïf est peut-être devenu aujourd'hui l'opinion la plus réaliste et la plus banale. C'est une ironie que le centenaire de la naissance d'Alain ait pu coïncider avec quelques-uns des mouvements d'opinion pacifistes les plus répandus dans l'histoire du monde ; parmi ceux-ci beaucoup - aux Etats-Unis par exemple - commencèrent par la révolte de quelques groupes d'individus qui croyaient au pouvoir de leurs convictions pour changer la conduite et la politique de l'Etat. Dans un passage dont la simplicité et la noblesse de ton rappellent Descartes, Alain semble s'adresser directement à ces membres agissants d'une nouvelle génération. »*

Écoutons donc ce que leur dit Alain, notre Association étant un des rares lieux en France où il puisse avoir la parole sur ce sujet. Voici ce chapitre de *Mars*, dont le titre est de toute évidence pris du *Contrat Social* de Rousseau et qui d'ailleurs peut aider à tirer au clair la difficile idée de la « volonté générale ».

## **DU SOUVERAIN**

*Le sage m'arrête et me dit : « Il n'est pas d'un esprit juste de nier les faits, mais bien de les constater, et de s'en accommoder. La guerre est un fait ; j'estime vain de demander si elle est bonne ou mauvaise. »*

*Oui, mon cher sage. Tu es fils de ces deux ou trois siècles où l'on s'est enivré de science ; et certes il faut connaître la nécessité extérieure ; il n'est pas possible de ruser avec elle sans d'abord lui obéir ; mais cette vue purement industrielle a engourdi l'esprit, à ce que je crois, lui prescrivant de tout prendre comme fait et d'être enregistreur, non jugeur.*

*Or cela est bon à l'égard du volcan et du cyclone ; de toute façon il faut que je supporte ; et, si j'ai d'abord observé sans parti pris, je me trouve mieux placé pour prévoir. J'ajoute que la guerre est bien aussi, à un moment, une espèce de volcan ou de cyclone ; et ma doctrine politique est qu'il faut suivre la folie commune de gré ou de force, quand elle est déchaînée. Ainsi ai-je fait, et sans mauvaise humeur. Ce sont les enfants qui frappent les pierres.*

*Mais considérez que la guerre est un fait humain qui dépend des opinions. La guerre résulte d'une opinion commune, juste ou fausse, accompagnée de colère. Et j'ai bien à constater cela, hélas ! Seulement n'oublions pas que je suis acteur aussi, fabricant d'opinion aussi. Il serait trop naïfs de demander à la masse des autres si je veux la guerre ; surtout quand je les vois presque tous, sinon tous, interroger à leur tour le voisin et les gazettes, afin de savoir ce qu'ils pensent.*

*Ou bien la politique n'est que vertige de foule et l'homme esclave absolument, ou bien il y a un moment, dans l'élaboration de l'opinion commune, où l'homme doit juger seul et par lui-même. Non pas d'après la méthode des fanatiques, qui n'ont de pensée qu'ensemble, mais par la méthode de science vraie, qui suppose l'homme solitaire et libre par volonté. Bref, avant de savoir si la guerre sera par l'opinion commune, il faut que je sache si la guerre sera par mon opinion. A ce moment-là je n'ai devant moi aucun fait humain déterminant, si ce n'est ma propre pensée avec ses affections. Je suis souverain. Il s'agit non pas de ce que je suppose qui sera, mais de ce que je veux qui soit. Problème uniquement moral ; je n'y puis échapper. Si la guerre est bonne, si c'est seulement la défaite qui est mauvaise, si j'ai pris le parti d'user de tous moyens en vue du succès, alors, oui, le problème de la guerre sera un problème de fait : « Vaincrons-nous ? Sommes-nous prêts ? » Mais si j'ai pris comme règle de vie le travail et la coopération, si la violence est pour moi un moyen vil d'acquiescer, si je tiens enfin pour la justice de toutes mes forces, alors je dis non à la guerre, au dedans d'abord, et au dehors, autour de moi, comme c'est mon droit et mon devoir de dire, prononçant, non sur ce qui est, mais sur ce qui doit être, non sur ce que je constate, mais sur ce que je veux. Juger, et non pas subir, c'est le moment du souverain.*

Georges LAMIZET.

P.S. - Ce qu'on vient de lire, qui était dédié à Jeanne Alexandre vivante, et jusqu'au dernier moment si vivante par sa force d'âme, l'est à présent à sa mémoire. Elle était, elle demeure le témoin, parmi nous, du long combat pour la paix dont je me suis fait l'écho, et auquel elle avait pris part dès le début. Le 21 juin 1915, du front, Alain écrivait à Michel Alexandre : « J'approuve ce qu'écrit Romain Rolland dans le Journal de Genève ; je crois que j'approuverai ce que fera Mlle Halbwachs avec une douzaine de femmes, les seules qu'on ait pu réunir contre les actuelles corridas. Je ne pardonnerai rien à aucun autre ; aucune de ces morts jeunes. » Ainsi commença ce qui fit que Mlle Halbwachs deviendrait Mme Alexandre. Ainsi avait déjà commencé ce qu'Alain, dans la même lettre, appelait « une terrible tâche » : dénoncer ceux à qui il ne pardonnerait rien, dévoiler la nature de la guerre, lutter pour en empêcher le retour.